

# Assemblée générale mixte

Mardi 7 juin 2016 à 16 h 00

Palais des Congrès de Paris  
2, place de la Porte Maillot  
75017 Paris



# Sommaire

Information et modalités pratiques	1
Comment vous informer ?	1
Comment participer à l'Assemblée générale ?	2
Comment voter ?	3
Comment remplir le formulaire joint à ce document ?	6
Le Groupe en 2015	7
Exposé sommaire de la situation du Groupe pour l'exercice 2015	7
Gouvernement d'entreprise	10
Le Conseil d'administration	10
Les comités spécialisés	11
Le Comité Exécutif	12
Propositions de nominations à l'Assemblée générale du 7 juin 2016	12
Assemblée générale mixte du 7 juin 2016	14
Ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration	14
Compléments à l'ordre du jour	14
Projets de résolutions à soumettre à l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2016	15
Synthèse des autorisations financières	22
Demande d'envoi de documents	23

# Information et modalités pratiques

## Comment vous informer ?

Pour tout renseignement sur Orange et son Assemblée générale annuelle, la Direction des Relations Actionnaires est à votre disposition :

**sur Internet** : [www.orange.com/ag2016](http://www.orange.com/ag2016)

**par e-mail** : [orange@relations-actionnaires.com](mailto:orange@relations-actionnaires.com)

**par téléphone** : **0 800 05 10 10** 

de 9 h 00 à 18 h 00, du lundi au vendredi ou +33 1 60 95 87 24 hors de France.

**par courrier** : Orange, BP 1010, 75721 Paris Cedex 15

La Responsabilité Sociale d'Entreprise fait partie intégrante de la stratégie du Groupe.

Le respect de l'**environnement** est l'un des engagements majeurs de cette politique qui peut être consultée en détail à l'adresse suivante :

[www.orange.com/fr/Responsabilite](http://www.orange.com/fr/Responsabilite)

L'Assemblée générale est l'occasion d'associer les actionnaires d'Orange à cette démarche, notamment en essayant de limiter l'envoi massif de documents papier (avis de convocation, document de référence...). C'est à ce titre qu'Orange **propose à ses actionnaires de privilégier les formules Internet, courriel ou téléphone**.

Les documents relatifs à l'Assemblée générale (en fonction de leur date de parution) peuvent être consultés dans leur intégralité sur le site [www.orange.com/ag2016](http://www.orange.com/ag2016).

Le vote des actionnaires au porteur est également facilité par l'accès à la plate-forme de vote en ligne **VOTACCESS** (voir *modalités détaillées* page 4).

Les actionnaires au nominatif peuvent à tout moment opter pour la e-convocation aux Assemblées générales, en s'abonnant directement à ce service sur leur compte **Planetshares**, site de BNP Paribas Securities Services, avec leurs identifiants habituels. Ils peuvent par ailleurs voter en ligne depuis 2003.

En utilisant les moyens d'information numériques, les actionnaires d'Orange participent activement à l'objectif environnemental que s'est fixé leur entreprise.

Pour plus d'informations sur les dispositifs de retransmission de l'Assemblée générale, rendez-vous sur le site :

[www.orange.com/ag2016](http://www.orange.com/ag2016)

## Comment participer à l'Assemblée générale ?

L'Assemblée générale mixte des actionnaires d'Orange se tiendra le **mardi 7 juin 2016 à 16 h 00 précises** (accueil à partir de 14 h 30) au Palais des Congrès de Paris – 2, place de la Porte Maillot – 75017 Paris.

Vous pouvez assister personnellement à l'Assemblée ou bien voter par correspondance ou par procuration.

Dans ces derniers cas, vous indiquerez votre choix en utilisant le formulaire de « vote par correspondance ou par procuration » joint à cette convocation. De plus, vous avez la possibilité de voter par Internet avant l'Assemblée générale.

Quel que soit le mode de participation que vous choisissiez, vous devez justifier de votre qualité d'actionnaire d'Orange.

**Dans le cadre du plan Vigipirate, nous vous demandons de vous munir d'une pièce d'identité pour accéder à l'Assemblée générale.**

### Comment justifier de votre qualité d'actionnaire ?

- **Pour vos actions détenues au nominatif** : être inscrit en compte nominatif (pur ou administré) du dépositaire central au plus tard deux jours de Bourse ouvrés avant la date de l'Assemblée à 0 h 00, heure de Paris, soit le jeudi 2 juin 2016 à minuit.
- **Pour vos actions détenues au porteur** : faire établir, dès que possible, une attestation de participation (attestation de détention de vos titres) par l'intermédiaire financier qui assure la gestion de votre compte titres. Pour être prise en compte, cette attestation devra être datée au plus tard du 3 juin 2016 (date d'enregistrement des titres) et parvenir à BNP Paribas Securities Services, banque centralisatrice pour l'Assemblée générale d'Orange, **le 6 juin 2016 avant 15 heures (date limite de réception)**.

**Pour les attestations fournies avant la date d'enregistrement, l'intermédiaire financier s'engage à communiquer au centralisateur, BNP Paribas Securities Services, toute modification de quantité qui sera intervenue jusqu'au deuxième jour ouvré avant la date de l'Assemblée.**

# Comment voter ?

Je suis actionnaire d'Orange à la date de l'Assemblée. J'utilise le formulaire de vote/participation (cf. modèle page 6).

## 1. Je souhaite utiliser le formulaire joint pour assister à l'Assemblée, voter par correspondance, donner pouvoir au Président ou donner procuration à une autre personne

Je souhaite participer à l'Assemblée	
<p><b>Mes actions sont au nominatif</b></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1 Je noircis la <b>case A</b> du formulaire</li><li>2 Je date et je signe en bas du formulaire</li><li>3 Je retourne le formulaire à <b>BNP Paribas Securities Services</b> à l'aide de l'enveloppe T fournie  BNP Paribas Securities Services doit recevoir mon formulaire au plus tard le 6 juin 2016 à 15 heures</li></ol>	<p><b>Mes actions sont au porteur</b></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1 Je noircis la <b>case A</b> du formulaire</li><li>2 Je date et je signe en bas du formulaire</li><li>3 Je retourne le formulaire le plus rapidement possible à l'intermédiaire financier (banque, société de bourse ou courtier en ligne) qui tient mon compte. Mon intermédiaire financier se charge d'envoyer le formulaire accompagné d'une attestation de participation à :  <b>BNP Paribas Securities Services</b> <b>CTS Service aux émetteurs – Assemblées –</b> <b>Les Grands Moulins de Pantin</b> <b>9, rue du débarcadère – 93761 Pantin Cedex</b>  BNP Paribas doit recevoir ces documents au plus tard le 6 juin 2016 à 15 heures</li></ol>
<p>BNP Paribas Securities Services m'adresse ma carte d'admission, si ma demande est parvenue avant le 2 juin 2016</p>	<p>BNP Paribas Securities Services m'adresse ma carte d'admission, si ma demande est parvenue avant le 2 juin 2016</p>



### Je me présente le jour de l'Assemblée avec ma carte d'admission

Si votre demande de carte est parvenue à BNP Paribas Securities Services après le 2 juin 2016 à 15 heures, adressez-vous aux guichets des « actionnaires sans carte » ou des « actionnaires sans documents » le jour de l'Assemblée.

Si vous n'avez pas demandé votre carte d'admission :

- en qualité d'actionnaire au nominatif, vous pourrez participer à l'Assemblée générale sur simple présentation d'une pièce d'identité auprès du guichet prévu à cet effet, à l'accueil de l'Assemblée ;
- en qualité d'actionnaire au porteur, vous pourrez participer à l'Assemblée générale sur présentation d'une attestation de participation établie par votre intermédiaire financier et d'une pièce d'identité auprès du guichet prévu à cet effet à l'accueil de l'Assemblée.

**Le jour de l'Assemblée, la feuille de présence sera arrêtée au plus tard à 17 heures. Tout actionnaire se présentant après cette heure limite aura la possibilité d'assister à l'Assemblée, mais ne pourra pas voter.**

Je souhaite voter par correspondance ou être représenté(e) à l'Assemblée générale		
<p><b>Je vote par correspondance</b></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1 Je noircis la case « Je vote par correspondance » et j'indique mon vote  Si vous désirez voter « contre » une résolution ou vous « abstenir » (l'abstention étant assimilée à un vote contre), vous noircissez la case correspondant au numéro de la résolution concernée  Vous ne noircissez aucune case si vous votez « pour » à chaque résolution</li><li>2 Je date et je signe en bas du formulaire</li></ol>	<p><b>Je donne pouvoir au Président</b></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1 Je noircis la case « Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée générale »</li><li>2 Je date et je signe en bas du formulaire</li><li>3 Mes voix s'ajouteront à celles du Président</li></ol>	<p><b>Je donne procuration à une autre personne</b></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1 Je noircis la case « Je donne pouvoir à : »</li><li>2 Je précise l'identité (nom, prénom et adresse) de la personne qui me représentera</li><li>3 Je date et je signe en bas de formulaire</li></ol>
<p>J'ai voté !</p>	<p>J'ai voté !</p>	<p>J'ai voté !</p>





**Si mes actions sont au nominatif :** je retourne le formulaire à BNP Paribas Securities Services en utilisant l'enveloppe T fournie.

**Si mes actions sont au porteur :** j'adresse le formulaire à l'intermédiaire financier (banque, société de bourse ou courtier en ligne) qui tient mon compte. Mon intermédiaire financier se charge d'envoyer le formulaire accompagné d'une attestation de participation datée au plus tard du 3 juin 2016 à : **BNP Paribas Securities Services – CTS Service aux émetteurs – Assemblées – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du débarcadère – 93761 Pantin Cedex.**

## 2. Je souhaite utiliser Internet pour assister à l'Assemblée, voter par correspondance, donner pouvoir au Président ou donner procuration à une autre personne

Nous mettons à votre disposition la plate-forme sécurisée VOTACCESS, en accès direct depuis votre compte titres en ligne, et qui offre toutes les possibilités : demander une carte d'admission, voter en ligne, donner pouvoir au Président, donner procuration à une autre personne, révoquer un mandat.

- L'accès au site est protégé par un identifiant et un mot de passe.
- Les échanges sont cryptés pour protéger la confidentialité du vote.



### Comment voter par Internet ?

Je me connecte avant le 6 juin 2016 à 15 heures :

- sur <http://planetshares.bnpparibas.com> si je suis actionnaire au nominatif pur ou administré ;
- sur mon compte titres en ligne, si je suis actionnaire au porteur (sous réserve que mon teneur de compte ait adhéré à la plate-forme de vote en ligne VOTACCESS).

#### Mes actions sont au nominatif pur

Vous devez vous connecter à Planetshares avec vos identifiants habituels.

##### Je connais mon identifiant et mon mot de passe

À partir de la page d'accueil de Planetshares cliquez sur **MON ESPACE ACTIONNAIRE/MES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**, puis sur le lien en haut à droite **PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**.

##### Si j'ai égaré mon identifiant et/ou mon mot de passe

Procédure identique à **MES ACTIONS SONT AU NOMINATIF ADMINISTRÉ** ci-dessous.



#### Mes actions sont au nominatif administré

Munissez-vous de votre formulaire de vote sur lequel figure votre identifiant et connectez-vous à Planetshares.

**CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ** For company's use only  
Exemple : Identifiant/Account : 0 1 0 1 0 A 1 2 3 4 5 6 7 Z  
Champ 1 Champ 2

Si vous n'avez pas votre mot de passe, vous pouvez le générer en cliquant sur un des liens figurant en haut à droite de la page de garde de Planetshares :

- cliquez sur le lien **MOT DE PASSE OUBLIÉ ?**
- si vous vous connectez pour la première fois, cliquez sur le lien **PREMIÈRE CONNEXION ?**

Puis, suivez les indications données à l'écran pour obtenir votre mot de passe.

Une fois connecté à Planetshares, cliquez sur **MON ESPACE ACTIONNAIRE/MES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES** puis sur le lien en haut à droite **PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**.



#### Mes actions sont au porteur

Les actionnaires au porteur pourront utiliser la plate-forme Internet VOTACCESS.

Cette plate-forme VOTACCESS permet aux actionnaires au porteur, préalablement à la tenue de l'Assemblée générale, de transmettre électroniquement leurs instructions de vote, de demander une carte d'admission et de désigner ou révoquer un mandataire, dans les conditions ci-après :

- seuls les titulaires d'actions au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au système VOTACCESS et leur propose ce service pour cette Assemblée pourront y avoir accès ;
- l'accès à la plate-forme VOTACCESS par le portail de l'établissement teneur de compte de l'actionnaire pourra être soumis à des conditions d'utilisation particulières définies par ce dernier, les actionnaires intéressés par ce service sont donc invités à se rapprocher de leur teneur de compte afin d'en vérifier les conditions d'utilisation ;
- après s'être identifié par l'intermédiaire du portail Internet de son établissement teneur de compte, l'actionnaire devra suivre les indications mentionnées à l'écran afin de valider ses instructions de vote, de désignation ou de révocation de mandataire ou sa demande de carte d'admission.

Le site Internet VOTACCESS pour cette Assemblée sera ouvert à compter du 12 mai 2016. La possibilité de voter, de donner mandat ou de révoquer un mandataire, de demander une carte d'admission par Internet avant l'Assemblée générale prendra fin le 6 juin 2016 à 15 heures, heure de Paris.



### 3. Je souhaite révoquer avant l'Assemblée la procuration que j'ai donnée à une autre personne

La révocation doit se faire dans les mêmes formes que celles requises pour la désignation du mandataire.

#### J'ai donné la procuration initiale en utilisant VOTACCESS

##### Mes actions sont au nominatif pur ou administré

Je me connecte à VOTACCESS via Planetshares, et je vais annuler la procuration que j'avais donnée, avant le 6 juin 2016, 15 heures



##### Mes actions sont au porteur

Je me connecte à VOTACCESS via mon compte titres en ligne, et je vais annuler la procuration que j'avais donnée, avant le 6 juin 2016, 15 heures



#### J'ai donné la procuration initiale par courriel

L'utilisation de l'adresse de courriel **paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com** pour donner un mandat ou révoquer un mandat est réservée aux seuls actionnaires **au porteur**.

Les deux étapes – courriel et confirmation de demande – décrites ci-dessous sont indissociables l'une de l'autre. Aucune demande de révocation de procuration ne sera prise en compte par BNP Paribas Securities Services si l'une de ces deux étapes du processus n'est pas remplie.

Pour pouvoir être prises en compte les demandes de révocation de procuration doivent parvenir à BNP Paribas Securities Services avant le 6 juin 2016, 15 heures.

##### Mes actions sont au porteur

Je dois envoyer un courriel de révocation comportant mon nom, prénom, adresse, nom de la société dont je suis actionnaire et références bancaires de mon compte titres, ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire révoqué à l'adresse : **paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com**

Les demandes incomplètes ne seront pas prises en compte par BNP Paribas Securities Services.

Je dois ensuite m'adresser à mon intermédiaire financier qui assure la gestion de mon compte titres, pour qu'il envoie une confirmation écrite de ma demande au service Assemblées générales de BNP Paribas Securities Services.



#### J'ai donné la procuration initiale à l'aide du formulaire papier joint

Pour pouvoir être prises en compte, les demandes de révocation de procuration doivent parvenir à BNP Paribas Securities Services avant le 6 juin 2016, 15 heures. Le demandeur doit y faire figurer son nom, prénom, adresse, nom de la société dont il est actionnaire, référence de son compte titres, ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire révoqué.

##### Mes actions sont au nominatif pur ou administré

Je dois adresser une demande de révocation écrite au service Assemblées générales de BNP Paribas Securities Services



##### Mes actions sont au porteur

Je dois m'adresser à mon intermédiaire financier qui assure la gestion de mon compte titres, pour qu'il envoie une demande écrite de révocation au service Assemblées générales de BNP Paribas Securities Services.



#### Pour tout problème technique lié au vote par Internet

**Si mes actions sont au nominatif :** je contacte le 01 55 77 65 00.

L'identifiant et le mot de passe de l'actionnaire inscrit au nominatif restent valables pour toutes les Assemblées générales ultérieures d'Orange utilisant le même site de vote.

**Si mes actions sont au porteur :** je contacte la plate-forme de soutien technique en ligne de mon intermédiaire financier. Le site sécurisé dédié à l'Assemblée générale d'Orange sera ouvert le **12 mai 2016**.

Les possibilités de voter par Internet avant l'Assemblée générale seront interrompues le **6 juin 2016**, veille de l'Assemblée, à 15 heures, heure de Paris.

Afin d'éviter tout engorgement du site Internet dédié, et notamment le risque de non prise en compte du vote ainsi exprimé, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre le 6 juin 2016 pour voter.

# Comment remplir le formulaire joint à ce document ?

N'envoyez pas directement votre formulaire à Orange.

Toutes les opérations relatives à l'Assemblée générale sont assurées par BNP Paribas Securities Services, banque centralisatrice de l'Assemblée générale d'Orange.

BNP Paribas Securities Services

CTS Service aux émetteurs – Assemblées

Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du débarcadère  
93761 Pantin Cedex.

**Pour recevoir votre carte d'admission afin d'assister personnellement à l'Assemblée, noircissez la case A**

**Identifiant des actionnaires au nominatif (vote par Internet)**

**A** Ce formulaire n'est pas à utiliser dans le cas d'un vote par Internet (voir instructions ci-jointes) / This form should not be used in case of voting by Internet (see attached instruction)

**IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please refer to instructions on reverse side.**

**A.** Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.

**B.** J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.

**Orange**

S.A. au capital de 10 595 541 532,00 €  
Siège social : 78 rue Olivier de Serres  
75505 PARIS Cedex 15  
380 129 866 RCS Paris

**Assemblée Générale Mixte des Actionnaires**  
convoquée le 7 juin 2016 à 16 heures  
Grand Auditorium du Palais des Congrès de Paris  
2 place de la porte Maillot - 75017 Paris

**Combined General Meeting for the shareholders**  
To be held on June 7, 2016 at 4 pm  
Grand Auditorium du Palais des Congrès de Paris  
2 place de la porte Maillot - 75017 Paris

**1** **JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST**  
Cf. au verso renvoi (2) - See reverse (2)

**Je vote OUI** à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci ■ la case correspondante et pour lesquels **je vote NON** ou je m'abstiens.

I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors EXCEPT those indicated by a shaded box - like this ■, for which I vote NO or I abstain.

**Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration, je vote en noircissant comme ceci ■ la case correspondant à mon choix.**

On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this ■.

									OUI Yes		Non/No Abst/Abs		OUI Yes		Non/No Abst/Abs	
1	2	3	4	5	6	7	8	9								
10	11	12	13	14	15	16	17	18								
19	20	21	22	23	24	25	26	27								
28	29	30	31	32	33	34	35	36								
37	38	39	40	41	42	43	44	45								

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting

- Je donne pouvoir au Président de l'A.G. de voter en mon nom. / I appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf...

- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre). / I abstain from voting (its equivalent to a vote NO)

- Je donne procuration (cf. au verso renvoi 4) à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale... pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (4)) M., Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf

**Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :**  
In order to be considered, this completed form must be returned at the latest

sur 1<sup>ère</sup> convocation / on 1st notification  
le 6 juin 2016 avant 15 heures / On June 6, 2016 before 3 pm

à / to BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, CTS Assemblées, Grands Moulins de Pantin - 93761 PANTIN Cedex

**2** **JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  
cf. au verso renvoi (3)

**I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING**  
See reverse (3)

**3** **JE DONNE POUVOIR A :** cf. au verso renvoi (4)  
I HEREBY APPOINT see reverse (4)

M., Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

**ATTENTION :** S'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.  
**CAUTION :** If it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement)  
- Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary)  
Cf. au verso renvoi (1) - See reverse (1)

**4** **CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ / For Company's use only**

Identifiant / Account

Nombre d'actions / Number of shares

Porteur / Bearer

Vote simple / Single vote

Vote double / Double vote

Nombre de voix / Number of voting rights

**Quel que soit votre choix, n'oubliez pas de dater et de signer le formulaire**

**Inscrivez ici vos nom, prénom et adresse ou vérifiez-les s'ils y figurent déjà**

**Vous votez par correspondance, noircissez cette case**

**Pour être pris en compte, votre formulaire doit parvenir à BNP Paribas Securities Services au plus tard le 6 juin 2016 avant 15 heures**

**Pour donner pouvoir au Président de l'Assemblée générale, noircissez cette case**

**Pour donner pouvoir à une autre personne, noircissez cette case**



# Le Groupe en 2015

## Exposé sommaire de la situation du Groupe pour l'exercice 2015

### Principaux résultats financiers consolidés

Chiffre d'affaires	40,236 milliards d'euros
EBITDA	11,277 milliards d'euros
EBITDA retraité <sup>(1)</sup>	12,426 milliards d'euros
Résultat d'exploitation	4,742 milliards d'euros
Résultat net attribuable aux actionnaires d'Orange SA	2,652 milliards d'euros

(1) Les retraitements de l'EBITDA sont décrits dans la partie « EBITDA » ci-dessous.

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à 40,236 milliards d'euros en 2015, quasi stable par rapport à l'an dernier à base comparable (-0,1 %) après une baisse de -2,5 % en 2014. Hors mesures de régulation

(-154 millions d'euros), le chiffre d'affaires est en hausse de +0,3 % en 2015 après -1,6 % en 2014.

### EBITDA

L'EBITDA retraité s'élève à 12,426 milliards d'euros en 2015, soit une stabilisation (+0,1 %) à base comparable après une diminution de -2,5 % en 2014.

Le taux de marge d'EBITDA retraité s'établit à 30,9 %, soit une augmentation de +0,1 point par rapport à l'année précédente. L'EBITDA retraité bénéficie en premier lieu du ralentissement significatif de la baisse du chiffre d'affaires. S'y ajoute la diminution de 118 millions d'euros des coûts indirects. Les charges de personnel baissent de -1,3 % (112 millions d'euros) avec un nombre moyen de salariés en diminution de -3,9 % à base comparable (144 499 équivalents temps plein en 2015 contre 150 430 en 2014). Les autres coûts indirects sont globalement stables : les économies réalisées sur les frais généraux sont notamment compensées par la hausse des taxes et des coûts de réseau.

Les coûts directs enregistrent une augmentation de 62 millions d'euros par rapport à 2014, liée pour l'essentiel aux coûts d'interconnexion, de connectivité et aux achats de contenus, que compensent partiellement la diminution des coûts d'achat des équipements destinés aux clients et celle des commissions en lien avec la rationalisation des canaux de distribution.

Les retraitements de l'EBITDA sont liés aux événements exceptionnels suivants :

- en 2015 :
  - une charge nette de 572 millions d'euros relative au dispositif « Temps Partiel Seniors » (TPS) en France et autres éléments liés aux charges de personnel,
  - une charge nette sur divers litiges de 450 millions d'euros (provisions relatives aux litiges en France et à l'international),
  - une charge de restructuration de 172 millions d'euros,
  - un produit net lié à la revue du portefeuille d'actifs de 45 millions d'euros ;
- en 2014 (à base comparable) :
  - une charge de 565 millions d'euros relative au dispositif « Temps Partiel Seniors » (TPS) en France et autres éléments liés aux charges de personnel,
  - une charge de restructuration de 439 millions d'euros,
  - une charge nette sur divers litiges de 399 millions d'euros.

### Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe s'établit à 4,742 milliards d'euros en 2015, en augmentation de +171 millions d'euros en données historiques. À base comparable, la hausse s'établit à +411 millions d'euros, notamment liée à la progression de l'EBITDA (+263 millions d'euros avant retraitements), à l'absence de perte de valeur des écarts d'acquisition en 2015 contre une dépréciation de 229 millions

d'euros en 2014 liée à la Belgique et à l'amélioration de +183 millions d'euros du résultat des entités mises en équivalence. Ces éléments favorables sont partiellement compensés par la hausse de la dotation aux amortissements (-245 millions d'euros) et l'augmentation de la perte de valeur des immobilisations (-25 millions d'euros).

## Résultat net

Le résultat net de l'ensemble consolidé du Groupe s'élève à 2,958 milliards d'euros en 2015, contre 1,225 milliard d'euros en 2014 (données historiques). La hausse de + 1,733 milliard d'euros entre les deux années est générée : par la diminution de la charge d'impôts (+924 millions d'euros) notamment liée à l'Espagne et à l'effet de la cession d'Orange Dominicana en 2014 ; par l'augmentation du résultat

net des activités cédées ou en cours de cession (+583 millions d'euros) qui concerne la co-entreprise EE au Royaume-Uni ; par la progression de +171 millions d'euros du résultat d'exploitation ; et dans une moindre mesure par l'amélioration du résultat financier (+55 millions d'euros). Le résultat net part du Groupe s'établit à 2,652 milliards d'euros en 2015 contre 925 millions d'euros en 2014.

## Investissements corporels et incorporels (CAPEX)

Les CAPEX s'élèvent à 6,486 milliards d'euros en 2015. En ligne avec le plan *Essentiels2020*, ils progressent de +9,3 % par rapport à l'année précédente, à base comparable. Le taux de CAPEX rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 16,1 %, en augmentation de +1,4 point par rapport à 2014.

Les investissements dans la fibre ont fortement augmenté (+55 % en un an à base comparable). Le nombre de foyers raccordables au 31 décembre 2015 s'élève à 5,1 millions en France et à 6,8 millions en Espagne. En Pologne, plus de 4,7 millions de foyers sont éligibles au VDSL au 31 décembre 2015 et 716 000 foyers sont raccordables à la fibre à cette date.

Dans la 4G mobile, Orange est leader en France avec un taux de couverture de la population de 80 % au 31 décembre 2015. Le taux de couverture de la 4G s'élève au 31 décembre 2015 à 85 % de la

population en Espagne, 84 % en Pologne, 99 % en Belgique, 72 % en Roumanie, 65 % en Slovaquie et 84 % en Moldavie. La 4G est également déployée au Botswana, en Jordanie, au Maroc, à Maurice, au Cameroun et en Guinée Bissau.

La stratégie d'investissement du Groupe est également ciblée sur l'amélioration de l'expérience client, notamment en France où le taux de couverture 3G+ est désormais supérieur à 90 % sur les principales autoroutes. Dans le domaine de l'Internet des objets (IoT), Orange investit en France dans un réseau dédié et basé sur la technologie *LoRa*.

La modernisation des boutiques est en cours avec le déploiement du nouveau concept Smart Store en lien direct avec les leviers d'action du plan *Essentiels2020*. Au total, 21 boutiques Smart Store sont ouvertes au 31 décembre 2015, en France, en Pologne, en Roumanie, en Moldavie, en Jordanie et en Tunisie.

## Endettement financier net

L'endettement financier net du Groupe s'élève à 26,552 milliards d'euros au 31 décembre 2015, en augmentation de +462 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2014. Hors l'effet net des acquisitions et des cessions réalisées en 2015 (avec, principalement, l'acquisition de Jazztel et la montée au capital et la consolidation de Médi Telecom), l'endettement financier net au 31 décembre 2015 est en diminution de -851 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2014.

L'effet net de l'acquisition de Jazztel en 2015 (4 milliards d'euros), combiné à la levée du nantissement d'instruments monétaires en garantie de cette offre publique d'achat mis en place en 2014 (soit 2,9 milliards d'euros) induit une augmentation de la dette nette du Groupe de +1,1 milliard d'euros en 2015.

Le ratio retraité « endettement financier net sur EBITDA » s'établit à 2,01x au 31 décembre 2015 après 2,09x au 31 décembre 2014. Il est en ligne avec l'objectif d'un ratio retraité dette nette/EBITDA autour de 2x à moyen terme.

## Évolution du portefeuille d'actifs

Conformément à l'accord signé en février 2015, Orange et Deutsche Telekom ont finalisé en janvier 2016 la cession à BT Group de 100 % d'EE, leur co-entreprise au Royaume-Uni. Préalablement à cette transaction, Orange a perçu en janvier 2016 un dividende de 132 millions de livres sterling (environ 173 millions d'euros). À l'issue de la cession, Orange a reçu 3,4 milliards de livres sterling (soit 4,5 milliards d'euros) en numéraire et une participation de 4 % dans BT Group valorisée, au cours d'ouverture de l'action du 29 janvier 2016, à 1,9 milliard de livres sterling (soit 2,5 milliards d'euros). Ce montant fera l'objet d'un ajustement lié au montant de la dette nette, du besoin en fonds de roulement et des dépenses d'investissements d'EE au 29 janvier 2016. Cet ajustement sera déterminé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016.

En novembre 2015, Orange a annoncé avoir conclu un accord avec Helios Investment Partners portant sur la cession de l'intégralité de sa participation de 70 % dans Telkom Kenya. La finalisation de cette transaction reste soumise à l'approbation des autorités compétentes. La participation d'Orange dans Telkom Kenya est mise en équivalence depuis le 31 décembre 2014.

En août 2015, Orange a annoncé la cession de 100 % de sa filiale mobile Orange Arménie à Ucom, fournisseur d'accès Internet arménien.

Orange a annoncé le 12 janvier 2016 la conclusion d'un accord avec Cellcom Telecommunications Ltd afin d'acquérir, à travers sa filiale Orange Côte d'Ivoire, 100 % de Cellcom, deuxième opérateur mobile (en nombre d'abonnés) au Libéria.

Le 13 janvier 2016, le Groupe et Bharti Airtel ont annoncé avoir signé un accord portant sur l'acquisition des filiales d'Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone. Le Groupe va acquérir 100 % des actions des deux sociétés. Le chiffre d'affaires consolidé des deux sociétés est d'environ 275 millions d'euros. Orange réalisera ces opérations en partenariat avec ses filiales en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Le 8 février 2016, Orange a annoncé avoir signé un accord avec le groupe Millicom portant sur l'acquisition de 100 % du capital de Tigo en République démocratique du Congo.

## Dividende 2015

Le Groupe confirme le versement d'un dividende de 0,60 euro par action pour 2015, sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires le 7 juin 2016. Un acompte sur dividende de l'exercice 2015, de 0,20 euro par action, a été payé le 9 décembre 2015 et le solde, soit 0,40 euro par action, sera payé le 23 juin prochain en cas d'approbation par l'Assemblée générale. La date de détachement du coupon est fixée au 21 juin 2016 et la date d'enregistrement au 22 juin 2016.

Le Groupe prévoit de proposer le versement d'un dividende de 0,60 euro par action pour 2016. Un acompte sur dividende de l'exercice 2016, de 0,20 euro par action, devrait être payé en décembre prochain.



Conformément au décret n° 2014-1063 du 18 septembre 2014 relatif à la simplification de certaines obligations comptables, le tableau des Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices ne figure plus dans cet Avis de convocation.

Vous pouvez le retrouver dans le document de référence de la société, accessible sur le site Internet dédié à l'Assemblée générale d'Orange : **[www.orange.com/ag2016](http://www.orange.com/ag2016)**.

---

# Gouvernement d'entreprise

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la direction et la gestion d'Orange sont réparties entre le Président-Directeur Général, trois Directeurs Généraux Délégués et le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration se prononce sur l'ensemble des décisions relatives aux grandes orientations stratégiques, économiques, sociales, financières et technologiques du Groupe et veille à leur mise en œuvre par la Direction Générale.

Le Président-Directeur Général est quant à lui investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société. Il exerce ses pouvoirs

dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. L'article 2 du règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit par ailleurs que le Président-Directeur Général doit obtenir l'autorisation du Conseil pour engager la société dans certains cas.

Il est appuyé dans cette tâche par les trois Directeurs Généraux Délégués et le Comité Exécutif.

## Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de 15 membres.

Les statuts de l'entreprise et les textes de loi la concernant conditionnent la composition du Conseil d'administration : le Président, sept administrateurs indépendants, trois administrateurs représentant la sphère publique, trois administrateurs élus par le personnel et un

administrateur élu par l'Assemblée générale sur proposition des membres du personnel actionnaires.

Les renouvellements d'administrateurs dont les mandats viennent à expiration à l'issue de l'Assemblée générale et la nomination d'un nouvel administrateur sont soumis au vote de l'Assemblée générale.

## Les membres du Conseil d'administration au 31 mars 2016

### Président-Directeur Général

#### M. Stéphane Richard

Président-Directeur Général

Date de première nomination : 9 juin 2010

Échéance du mandat : 2018<sup>(1)</sup>

### Administrateurs indépendants (nommés par l'Assemblée générale)

#### M. Bernard Dufau

Ancien Président-Directeur Général d'IBM France

Administrateur indépendant

Date de première nomination : 25 février 2003

Échéance du mandat : 2019<sup>(1)</sup>

#### M. José-Luis Durán

Administrateur indépendant

Date de première nomination : 5 février 2008

Échéance du mandat : 2016<sup>(1)</sup>

#### M. Charles-Henri Filippi

Président de Citigroup France

Administrateur indépendant

Date de première nomination : 5 février 2008

Échéance du mandat : 2016<sup>(1)</sup>

#### Mme Claudie Haigneré

Conseiller auprès du Directeur Général de l'ESA

(Agence Spatiale Européenne)

Administratrice indépendante

Date de première nomination : 21 mai 2007

Échéance du mandat : 2016<sup>(1)</sup>

#### Mme Helle Kristoffersen

Directrice de la Stratégie et Intelligence Économique du groupe Total

Administratrice indépendante

Date de première nomination : 7 juin 2011

Échéance du mandat : 2019<sup>(1)</sup>

#### Mme Mouna Sepehri

Directrice Déléguée à la Présidence du groupe Renault,

membre du Comité Exécutif

Administratrice indépendante

Date de cooptation : 22 octobre 2014

Échéance du mandat : 2019<sup>(1)</sup>

#### M. Jean-Michel Severino

Gérant d'Investisseurs et Partenaires

Administrateur indépendant

Date de première nomination : 7 juin 2011

Échéance du mandat : 2019<sup>(1)</sup>

### Administrateur élu par l'Assemblée générale et représentant les membres du personnel actionnaires

#### M. Jean-Luc Burgain

Cadre supérieur affecté à la Direction des Relations Sociales

Date de nomination : 9 juin 2010 en qualité de remplaçant

Date d'entrée en fonction : 25 juillet 2012 à la suite

de la démission de l'administrateur titulaire

Échéance du mandat : 2018<sup>(1)</sup>

### Administrateurs représentant la sphère publique

#### Mme Lucie Muniesa

Directrice Générale Adjointe de l'Agence des participations de l'État

Date de première nomination : 4 février 2016

Échéance du mandat : 3 février 2020

#### Mme Anne Lange

Directrice Générale de la société Mentis

Date de première nomination : 27 mai 2015

Échéance du mandat : 2019<sup>(1)</sup>

#### Bpifrance Participations, représentée par Jean-Yves Gilet

Directeur Exécutif de Bpifrance Investissements, représentant permanent de Bpifrance Participations

Date de première nomination (par l'Assemblée générale) : 28 mai 2014

Échéance du mandat : 2017<sup>(1)</sup>

(1) Le mandat expire à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'année précédente.

## Administrateurs élus par le personnel

### M. Daniel Bertho

Chargé d'affaires dans une unité d'intervention du Val d'Oise  
Date de première nomination : 22 octobre 2013  
Échéance du mandat : 2 décembre 2017

### Mme Ghislaine Coinaud

Collaboratrice au sein de la Division Fonctions Support  
Date de première nomination : 3 décembre 2009  
Échéance du mandat : 2 décembre 2017

### M. Daniel Guillot

Directeur des Relations avec les Collectivités Locales du département de l'Ain  
Date de première nomination : 3 décembre 2009  
Échéance du mandat : 2 décembre 2017

*Par ailleurs, M. Francis Dieulois participe aux séances en qualité de représentant du Comité Central de l'Unité Économique et Sociale.*

## Évolutions récentes

Au cours de l'année 2015, les évolutions suivantes sont intervenues dans la composition du Conseil :

- L'Assemblée générale du 27 mai 2015 a ratifié la cooptation de Mouna Sepheri et renouvelé son mandat d'administratrice ainsi que les mandats de Bernard Dufau, Helle Kristoffersen et Jean-Michel Severino pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.
- Conformément à l'ordonnance du 20 août 2014, l'Assemblée générale du 27 mai 2015 a également, sur proposition de l'État et du Conseil d'administration, nommé Anne Lange administratrice d'Orange. À l'issue de cette Assemblée générale, le mandat d'Henri Serres a pris fin.
- Par arrêté ministériel en date du 4 février 2016, Lucie Muniesa a été nommée représentante de l'État au Conseil d'administration d'Orange en remplacement d'Antoine Saintoyant.

## Fonctionnement du Conseil en 2015 et début 2016

Un règlement intérieur du Conseil d'administration fixe, depuis 2003, les principes directeurs de son fonctionnement et de ses comités, ainsi que les modalités selon lesquelles les administrateurs exercent leurs missions, dans l'intérêt de la société et de tous les actionnaires. Le règlement intérieur, dont la dernière mise à jour date du 26 mars 2014, est consultable sur le site Internet d'Orange ([www.orange.com](http://www.orange.com), rubrique « le Groupe/à propos/Gouvernance/documentation gouvernance »).

Le règlement intérieur précise notamment les compétences respectives du Conseil d'administration, du Président et du Directeur Général, en prévoyant des limites aux pouvoirs de ce dernier ; il fixe par ailleurs le domaine de compétence et les missions respectives des comités du Conseil. Le règlement intérieur précise également les règles relatives à l'information des administrateurs et aux réunions du Conseil.

## Les comités spécialisés

Le Conseil d'administration s'appuie sur les travaux de trois comités spécialisés : le Comité d'Audit, le Comité de Gouvernance et de Responsabilité Sociale et Environnementale et le Comité Innovation et Technologie. Leur mission est d'éclairer les réflexions du Conseil d'administration et d'aider à la prise de décision. Ces comités se réunissent autant que nécessaire. Leurs attributions et leurs modalités de fonctionnement sont déterminées par le règlement intérieur du

Le Conseil d'administration s'est réuni douze fois au cours de l'exercice 2015 avec un taux d'assiduité de 93 %. La durée moyenne d'une séance du Conseil d'administration est de plus de trois heures.

Chaque séance est généralement précédée par la réunion d'un ou plusieurs comités du Conseil en vue de préparer ses délibérations. Les dossiers étudiés par les comités font ainsi l'objet de rapports au Conseil d'administration.

Outre les étapes régulières de la vie de la société (examen de la performance opérationnelle, des résultats trimestriels, des comptes semestriels et annuels, examen du budget, des facteurs de risques, fixation de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux, etc.), le Conseil a étudié des opportunités d'opérations stratégiques dans différentes géographies, notamment en Espagne (lancement d'une Offre Publique d'Achat sur la société Jazztel), au Royaume-Uni (cession d'EE à l'opérateur BT) et en France (cession de 90 % de Dailymotion), ainsi que diverses opérations de périmètre, notamment dans la zone AMEA (acquisition d'opérateurs au Libéria, en Sierra-Leone et au Burkina Faso, consolidation de Médi Telecom au Maroc, cessions au Kenya et en Arménie). Le Conseil a également suivi les opérations d'enchères de fréquences en France et en Pologne et l'acquisition de contenus (droits de retransmission de matchs de football) en Espagne.

Le Conseil d'administration a examiné et adopté le plan stratégique *Essentiels2020* et a consulté au premier semestre 2015 le CCUES sur les orientations stratégiques. Au premier trimestre 2016, la consultation annuelle du CCUES a été à nouveau mise en œuvre.

Le Conseil a pris régulièrement connaissance des indicateurs du baromètre social. Il a également pris connaissance et délibéré sur le rapport annuel relatif à la situation en matière d'égalité salariale et professionnelle des femmes et des hommes, en lien avec le principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration.

Au quatrième trimestre 2015, le Conseil a renouvelé sur recommandation du CGRSE un plan conditionné de rémunération variable pluriannuelle (LTIP) pour les dirigeants mandataires sociaux. L'examen par le Conseil d'administration des points consacrés à la désignation, à la rémunération et à l'évaluation des dirigeants mandataires sociaux est effectué hors la présence des intéressés.

Conformément aux dispositions du règlement intérieur, une réunion du Conseil d'administration a été consacrée à l'examen de l'existence et du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques financiers et non financiers. Cette réunion a été préparée par une réunion commune du Comité d'Audit et du CGRSE.

Le Conseil d'administration s'est vu présenter au premier semestre 2015 le Bilan RSE 2014 du Groupe et le rapport détaillé RSE lui a été communiqué à cette occasion. Il a également approuvé les informations environnementales, sociales et les engagements sociétaux du Groupe dans le cadre du rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires.

Enfin, au second semestre 2015, le Conseil d'administration a consacré un point de son ordre du jour à son fonctionnement et à celui de ses comités. Le Conseil a sélectionné un consultant et initié l'évaluation formalisée qui sera menée en 2016 par le CGRSE avec son assistance.

Conseil d'administration. Dans la logique du code Afep-Medef sur le gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, un rôle important est confié aux administrateurs indépendants. Orange considère également comme utile que chacun des comités puisse bénéficier de la présence d'au moins un administrateur représentant la sphère publique et de celle d'au moins un administrateur issu du personnel.

## Composition au 31 mars 2016

### Comité d'Audit

Président : **M. Bernard Dufau**

Membres : M. Jean-Luc Burgain, Mme Ghislaine Coinaud, M. Jose-Luis Durán, Mme Lucie Muniesa, M. Jean-Michel Severino

Le Comité d'Audit s'est réuni neuf fois en 2015, avec un taux d'assiduité de 98 %. Il a auditionné régulièrement les dirigeants de la société et les principaux responsables de la fonction Finance. Dans le cadre de son activité, il a notamment analysé les comptes annuels et semestriels ainsi que les résultats trimestriels, examiné le budget, les risques majeurs auxquels le Groupe pourrait être confronté, la politique de refinancement de la dette du Groupe et de placement de ses liquidités, plusieurs dossiers d'opérations stratégiques, les honoraires des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2015.

### Comité de Gouvernance et de Responsabilité Sociale et Environnementale

Présidente : **Mme Mouna Sepehri**

Membres : M. Charles-Henri Filippi, M. Daniel Guillot, Mme Anne Lange

Le CGRSE s'est réuni huit fois en 2015, avec un taux d'assiduité de 100 % et a notamment examiné les questions suivantes : définition des propositions d'objectifs et des modalités de calcul de la part variable de la rémunération des mandataires sociaux ainsi que de la répartition des jetons de présence des administrateurs, suivi de la mise en place du plan conditionné de rémunération variable pluriannuelle (*long term incentive plan* ou LTIP) pour les dirigeants mandataires sociaux et les membres du Comité Exécutif. Il a recommandé au Conseil d'administration la nomination de deux nouveaux Directeurs Généraux Délégués. Le CGRSE a également examiné la situation des administrateurs indépendants au regard des critères d'indépendance posés par le code Afep-Medef et débattu de la composition du Conseil d'administration. À ce titre, il a sélectionné et présenté au

Conseil pour décision un consultant afin de l'assister dans les travaux d'évaluation des modalités de fonctionnement du Conseil et de ses comités incluant la mesure de la contribution effective des administrateurs. Il a en outre pris connaissance du rapport d'activité annuel de l'administrateur référent, des orientations du Groupe en matière de responsabilité sociale et environnementale et débattu des thématiques RSE importantes comme celles relatives aux ondes radios, examiné les travaux en matière de déontologie et suivi l'évolution des indicateurs du baromètre social. Le Comité a examiné le projet d'offre de souscription d'actions Orange réservée au personnel, dénommée *Orange Ambition 2016*, et la délégation consentie à la Direction Générale pour la mettre en œuvre. Enfin, l'avancement du déploiement du programme de prévention de la corruption au sein du Groupe a été présenté au Comité et a fait l'objet d'une communication au Conseil d'administration.

### Comité Innovation et Technologie

Présidente : **Mme Helle Kristoffersen**

Membres : M. Daniel Bertho, Mme Claudie Haigneré, Bpifrance Participations, représentée par M. Jean-Yves Gilet

Le Comité Innovation et Technologie s'est réuni quatre fois en 2015, avec un taux d'assiduité de 90 %. Il s'est fait présenter les API (*Application Programming Interface*), a examiné l'évolution de l'écosystème des acteurs industriels, les réseaux et les enjeux sur les compétences ainsi que les applications du *Big data*, et a contribué à la réflexion stratégique sur les grands enjeux de l'innovation du plan *Essentiels2020*, notamment sur le rôle du système d'information.

Le chapitre 5 du document de référence d'Orange pour l'exercice 2015, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2016 et disponible sur [www.orange.com](http://www.orange.com) comprend une description exhaustive des organes d'administration et de Direction Générale.

## Le Comité Exécutif

La Direction du Groupe est assurée par un Comité Exécutif composé, avec le Président-Directeur Général, de douze membres dont trois Directeurs Généraux Délégués, trois Directeurs Généraux Adjointes et cinq Directeurs Exécutifs en charge des divisions et des fonctions du Groupe.

Le Comité Exécutif assure la Direction du Groupe et coordonne la mise en œuvre des orientations stratégiques. Il contrôle la réalisation des objectifs en matière opérationnelle, sociale, technique et d'affectation de ressources financières. Il se réunit chaque semaine.

## Propositions de nominations à l'Assemblée générale du 7 juin 2016

### Renouvellements et nomination d'administrateurs indépendants

Les mandats de Madame Claudie Haigneré et de Messieurs Charles-Henri Filippi et José-Luis Durán arrivent à échéance à l'issue de l'Assemblée générale du 7 juin 2016.

Votre Conseil d'administration s'est appuyé sur les travaux du CGRSE afin de se prononcer sur le renouvellement de ces mandats ou la nomination de nouveaux administrateurs. À cet égard, le CGRSE a défini les critères qui lui sont apparus les plus pertinents pour établir ses recommandations au Conseil d'administration, à savoir : diversité des profils des administrateurs, notamment dans les expertises (financière, scientifique, digitale et opérationnelle), genres, nationalités et âges ; féminisation du Conseil dans le respect des dispositions législatives et des recommandations du code Afep-Medef ; durée des

mandats en particulier si celle-ci était de nature à remettre en cause l'indépendance de certains administrateurs au sens du code Afep-Medef ; nécessité de mener à bien un renouvellement du Conseil tout en assurant une transition harmonieuse et en évitant donc un départ massif des administrateurs les plus anciens qui possèdent une expérience précieuse et une connaissance approfondie de l'historique de la société ; et enfin implication des administrateurs au sein du Conseil et des comités.

Sur cette base est apparu un consensus sur la nécessité de procéder au remplacement des administrateurs les plus anciens dans le cadre d'un renouvellement progressif et échelonné du Conseil d'administration tout en préservant la diversité des profils évoqués ci-dessus.



Dans ce cadre, Bernard Dufau, dont la nomination qui remonte au 25 février 2003 est la plus ancienne, a fait part de son intention de ne pas achever son mandat tout en proposant de le conserver le temps nécessaire pour que sa succession à la Présidence du Comité d'Audit puisse s'effectuer dans les meilleures conditions. Il est donc apparu nécessaire au Conseil que le nouvel administrateur appelé à le remplacer dans cette fonction soit désigné dès la prochaine Assemblée générale.

Votre Conseil d'administration vous propose ainsi de nommer un nouvel administrateur au profil financier en la personne de Bernard Ramanantsoa qui viendra compléter les expertises du Conseil. Bernard Ramanantsoa a fait l'objet d'un processus de sélection poussé. Sa candidature est le résultat d'une mission externe confiée à un consultant spécialisé et il a également rencontré les présidents des trois comités du Conseil ainsi que trois des dirigeants mandataires sociaux dont Stéphane Richard.

**Bernard Ramanantsoa**, né en 1948, est administrateur de sociétés ainsi que d'universités et de grandes écoles. Il était jusqu'en 2015 Directeur Général d'HEC. Bernard Ramanantsoa a débuté sa carrière comme maître de conférences à l'École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace en 1971 et 1972, puis a intégré la SNCF où il est devenu responsable de la Division Marketing Grandes Lignes en 1978. En 1979, il a rejoint le corps professoral d'HEC comme professeur de Stratégie et Politique d'Entreprise, spécialiste d'éthique et de culture des entreprises et défenseur d'une approche ouverte et multiculturelle du monde de l'entreprise. De 1995 à 2015, il a été Directeur Général d'HEC et, sous sa direction, l'école a pris une dimension résolument internationale. Très actif dans la communauté scientifique, Bernard Ramanantsoa a été membre de la Commission d'Évaluation des Formations et Diplômes de Gestion du ministère de l'Éducation Nationale, Président de la CEMS (Community of European Management Schools), Vice-Président de l'EFMD (European Foundation for Management Development), Président de la Société Française de Management, membre du Conseil d'administration de l'École nationale d'administration Pénitentiaire (ENAP) et de l'École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace (Sup'Aéro), membre du Bureau de la Conférence des Grandes Ecoles, administrateur de la Fondation HEC, membre du Cercle de l'Entreprise et membre du Conseil des Affaires Étrangères. Il est l'auteur de nombreuses communications et publications dans le domaine de la gestion des affaires. Il a reçu en 1989 le Prix Harvard l'Expansion pour *Technologie et Stratégie d'entreprise* et en 1983 le Prix de l'Académie des Sciences Commerciales pour *Stratégie de l'Entreprise et Diversification*, et vient de publier un nouvel ouvrage, *Apprendre et Oser*. Bernard Ramanantsoa est ingénieur de l'École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace (Sup'Aéro) et est titulaire d'un MBA d'HEC, d'un DEA de Sociologie de l'Université Paris Diderot, d'un Doctorat en Sciences de Gestion de l'Université Paris Dauphine et d'un DEA d'Histoire de la Philosophie de l'Université Paris – 1. Il est Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite, Chevalier des Palmes Académiques et Officier de l'Ordre National Malgache. Il est de nationalité française.

### Mandats et fonctions en cours

- Administrateur d'Oddo et Cie
- Administrateur de la Banque Franco-Lao (société de droit laotien)
- Administrateur du Château de Versailles
- Membre de l'Awarding Body d'EQUIS (organisme d'accréditation européen)
- Membre du Comité International de l'AACSB (association américaine des Business Schools)
- Membre de l'Advisory Board de l'ESADE, à Barcelone
- Membre de l'Advisory Board de l'Université de Saint-Gall, en Suisse
- Membre de l'Advisory Board de la Fundação Getúlio Vargas, au Brésil
- Membre de l'Advisory Board de la School of Management de l'Université de Zhejiang, en Chine.

Par ailleurs, le Conseil a considéré qu'il convenait, malgré ses grandes qualités unanimement reconnues et son implication au sein du Comité Innovation et Technologie, de ne pas renouveler le mandat de Claudie Haigneré, dont la nomination est la plus ancienne après celle de Bernard Dufau, afin de pouvoir nommer ultérieurement une nouvelle administratrice. À cet effet, le CGRSE a d'ores et déjà lancé des travaux afin d'identifier des candidates.

Votre Conseil d'administration vous propose ainsi de renouveler uniquement le mandat de Charles-Henri Filippi, dont la présence sera également de nature à assurer la transition avec le nouveau Président du Comité d'Audit appelé à être désigné par le Conseil, et celui de José-Luis Durán dont l'expertise financière et l'expérience du marché espagnol, deuxième géographie du Groupe, ont été considérées comme déterminantes et qui occupe aujourd'hui la fonction d'expert financier du Comité d'Audit requise par la réglementation américaine du fait de la cotation d'Orange sur le NYSE.

**Charles-Henri Filippi**, né en 1952, est Président de Citigroup France depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Ayant rejoint le CCF en 1987, après plusieurs années passées au sein de l'administration française et des cabinets ministériels, il est devenu Directeur Général du CCF France en 1998, puis a été nommé à la Direction Générale du groupe HSBC en 2001 comme responsable des activités de Grande Clientèle pour l'ensemble du groupe. Il est devenu Président-Directeur Général de HSBC France en mars 2004, puis président non exécutif à partir d'août 2007, responsabilité qu'il a occupée jusqu'au 31 décembre 2008. Il a également été *Senior Advisor* chez CVC Capital Partners France jusqu'au 31 décembre 2010, associé chez Weinberg Capital Partners jusqu'au 31 décembre 2011, et président et fondateur des sociétés de gestion Octagones et Alfin de 2008 à 2012. Charles-Henri Filippi est de nationalité française.

Charles-Henri Filippi détient, au jour de l'établissement du présent avis, 10 001 actions de la société.

**José-Luis Durán**, né en 1964, a commencé sa carrière en 1987 chez Arthur Andersen après des études d'économie. Entré chez Pryca (filiale de Carrefour) en 1991, il y exerce successivement les fonctions de contrôleur de gestion (1991-1994), contrôleur de gestion Europe du Sud (1994-1996), puis contrôleur de gestion Amériques jusqu'en 1997. Après avoir été Directeur Financier de Pryca, il devient Directeur Financier de Carrefour Espagne en 1999. En avril 2001, il est nommé Directeur Général finances et gestion, et organisation et systèmes de Carrefour et rejoint le Comité Exécutif du groupe. José-Luis Durán a été Directeur Général du Groupe Carrefour et Président du directoire de 2005 à 2008, puis Directeur Général de la société Devanlay SA et Président de Lacoste Holding de juillet 2009 à janvier 2015. Il est de nationalité espagnole.

José-Luis Durán détient, au jour de l'établissement du présent avis, 1 000 actions de la société.

La liste des autres mandats et fonctions occupés par les administrateurs candidats figure à la section 5.1.4.1 *Mandats exercés par les mandataires sociaux* (pages 273 et suivantes) du document de référence 2015 d'Orange.

Ces trois administrateurs sont indépendants. L'examen de leur indépendance a été réalisé par le Conseil d'administration du 15 février 2016 puis confirmée le 23 mars 2016 dans le cadre de l'examen des projets de résolutions.

Ces renouvellements et cette nomination interviendraient dans les conditions prévues à l'article 13 des statuts pour une période de quatre ans venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, soit en 2020.

# Assemblée générale mixte du 7 juin 2016

## Ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration

### À titre ordinaire

- Rapport de gestion du Conseil d'administration.
- Rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice.
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice.
- Affectation du résultat et fixation du montant du dividende.
- Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.
- Renouvellements et nomination d'administrateurs.
- Consultation sur la rémunération individuelle des dirigeants mandataires sociaux.
- Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions de la société.

### À titre extraordinaire

- Rapport du Conseil d'administration.
- Rapport des Commissaires aux comptes.
- Mise en cohérence de l'article 13 des statuts avec l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014.
- Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions.
- Pouvoirs.

## Compléments à l'ordre du jour

L'ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration est complété des demandes d'inscriptions de résolutions et d'amendements ainsi que d'un point à l'ordre du jour ci-après, présentées par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise *Cap'Orange*, conformément à l'article L. 225-105 du Code de commerce.

**Le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 25 avril 2016, n'a pas agréé les projets de résolutions proposés au titre de l'article précité et invite par conséquent les actionnaires à ne pas les approuver ou à s'abstenir.**

### Résolutions proposées par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise *Cap'Orange*

#### À titre ordinaire

##### Résolution A

Amendement à la troisième résolution – Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tel que ressortant des comptes annuels.

##### Résolution B

Autorisation au Conseil d'administration à l'effet, en cas de décision de verser un acompte sur dividende, de proposer aux actionnaires une option entre le paiement en numéraire ou en actions pour la totalité de cet acompte.

#### À titre extraordinaire

##### Résolution C

Modification de l'article 13 des statuts sur le cumul des mandats.

**Point inscrit à l'ordre du jour à la demande du Fonds Commun de Placement d'Entreprise *Cap'Orange*, sans vote :**

- Gouvernance du fonds d'épargne salariale Orange Actions.

# Projets de résolutions à soumettre à l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2016



Vous trouverez le rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions proposés par le Conseil d'administration, ainsi que les Rapports des Commissaires aux comptes, au chapitre 6 du Document de référence de la société. S'y trouvent également l'ensemble des documents requis par l'article R. 225-88 du Code de commerce (documents adressés aux actionnaires qui en font la demande avant l'Assemblée générale annuelle).

Le document de référence est accessible sur le site Internet dédié à l'Assemblée générale d'Orange : [www.orange.com/ag2016](http://www.orange.com/ag2016)

## Assemblée générale à titre ordinaire

### Présentation des résolutions à soumettre à l'Assemblée générale à titre ordinaire



#### Résolutions 1 et 2 : Approbation des comptes

##### Objectif

Aux termes des première et deuxième résolutions, il est proposé à l'Assemblée générale d'approuver les comptes annuels de la Société ainsi que les comptes consolidés du groupe Orange au 31 décembre 2015.

Il est précisé qu'au titre de l'exercice 2015, les dépenses ou charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts se sont élevées à 1 190 334 euros et l'impôt y afférent à 452 327 euros.

#### Première résolution

(Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. Elle arrête le bénéfice de cet exercice à 4 506 330 886,98 euros.

#### Deuxième résolution

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.



#### Résolution 3 : Affectation du résultat et fixation du montant du dividende

##### Objectif

Il est proposé à l'Assemblée générale de constater que, compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 4 506 330 886,98 euros et du report à nouveau créditeur de 2 349 857 149,22 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé ci-après), le bénéfice distribuable au 31 décembre 2015 s'élève à 6 856 188 036,20 euros.

Le montant de la réserve légale étant égal au minimum de 10 % du capital social requis par les textes, aucune dotation n'est proposée à l'Assemblée générale et il est proposé à l'Assemblée générale de décider de verser aux actionnaires, à titre de dividende, **0,60 euro** par action.

Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,20 euro par action payé en décembre 2015, **le solde à distribuer s'élèverait à 0,40 euro par action**. Le solde qui serait ainsi versé est entendu net de la contribution additionnelle de 3 % à l'impôt sur les sociétés (article 235 ter ZCA du Code général des impôts), directement réglée par la société.

Le solde du dividende à distribuer serait **mis en paiement le 23 juin 2016** au profit des titulaires d'actions ayant droit au dividende, c'est-à-dire ceux qui détiendront, à la date de détachement du dividende (date se situant, pour la France, 2 jours ouvrés avant la date de mise en paiement, soit le 21 juin 2016), des actions Orange donnant droit au dividende au titre de l'exercice 2015.

Sur la base du nombre d'actions donnant droit à dividende constaté au 31 décembre 2015, le montant global du solde du dividende s'élèverait à 1 059 543 088 euros.

Le nombre d'actions ayant droit à dividende pouvant évoluer jusqu'à la date de mise en paiement, l'Assemblée générale conférerait tous pouvoirs au Conseil d'administration pour déterminer le montant global définitif du dividende, puis le solde du bénéfice distribuable et, en conséquence, le montant à porter au poste « report à nouveau ».

### Troisième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tel que ressortant des comptes annuels)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- (i) constate que compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 4 506 330 886,98 euros et du report à nouveau créditeur de 2 349 857 149,22 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé au (iii) ci-après), le bénéfice distribuable s'élève à 6 856 188 036,20 euros ;
- (ii) décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 0,60 euro par action et d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste « Report à nouveau » ;

- (iii) prend acte que, compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 0,20 euro par action mis en paiement le 9 décembre 2015, le solde du dividende à distribuer s'élève à 0,40 euro par action.

La date de détachement du dividende est le 21 juin 2016 et le solde du dividende à distribuer sera mis en paiement le 23 juin 2016.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de déterminer le montant global du dividende, étant précisé que les actions détenues par la société au 23 juin 2016 n'auront pas droit au paiement du solde du dividende à distribuer, et en conséquence de déterminer le montant du solde du bénéfice distribuable qui sera affecté au poste « Report à nouveau ».

Il est précisé que le solde du dividende à distribuer est éligible à hauteur du montant brut perçu à l'abattement de 40 % (prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts) bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions (hors auto-détention)	Dividende par action	Quote-part du dividende éligible à l'abattement de 40 %
2012	2 631 731 113	0,78 €	100 %
2013	2 633 342 321	0,80 €	100 %
2014	2 648 650 208	0,60 €	100 %



#### Résolution 4 : Approbation des conventions réglementées

##### Objectif

Aucune convention réglementée n'a été approuvée par le Conseil d'administration au cours de l'exercice 2015. Seules les conventions antérieurement autorisées dont les effets se sont poursuivis font donc l'objet du rapport spécial des Commissaires aux comptes dont il est demandé aux actionnaires de prendre acte.

Ces conventions ont par ailleurs été présentées au Conseil d'administration du 23 mars 2016 pour réexamen annuel, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2014-863 du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés.

Les conventions concernées sont les mêmes que celles figurant dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes soumis à votre Assemblée, à savoir les avenants conclus avec la société Novalis ayant pour objet d'étendre aux mandataires sociaux le champ d'application des contrats du groupe Orange relatifs aux frais de santé, d'une part, et à la couverture décès, incapacité, invalidité, d'autre part. Les mandataires sociaux concernés sont Stéphane Richard et Gervais Pellissier, étant précisé qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, seront également concernés Pierre Louette et Ramon Fernandez, Directeurs Généraux Délégués.

Le contrat relatif à la société Cloudwatt ayant pour activité le développement, le déploiement et la commercialisation d'une gamme d'offres de *Cloud Computing* public a pris fin le 16 mars 2015 à la suite de l'acquisition par notre filiale Orange Participations des actions détenues par Thales et la CDC dans Cloudwatt.

### Quatrième résolution

(Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après

avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes, prend acte des conclusions dudit rapport et constate qu'aucune convention réglementée n'a été conclue au cours de l'exercice.



#### Résolutions 5 à 7 : Renouvellement et Nomination d'administrateurs

##### Objectif

Les mandats de Madame Claudie Haigneré et de Messieurs Charles-Henri Filippi et José-Luis Durán viennent à expiration à l'issue de l'Assemblée générale du 7 juin 2016.

Votre Conseil d'administration vous propose de renouveler les mandats de Messieurs Charles-Henri Filippi et de José-Luis Durán et de nommer en qualité de nouvel administrateur Monsieur Bernard Ramanantsoa, en remplacement de Madame Claudie Haigneré (voir *Proposition de nominations à l'Assemblée générale du 7 juin 2016* en page 12 du présent avis).

Ces renouvellements et cette nomination interviendraient dans les conditions prévues à l'article 13 des statuts pour une période de quatre ans venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, soit en 2020.

## Cinquième résolution

### (Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur José-Luis Durán)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, prend acte de la fin du mandat d'administrateur de Monsieur José-Luis Durán, qui viendra à expiration à l'issue de la présente Assemblée et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur José-Luis Durán pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

## Sixième résolution

### (Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Charles-Henri Filippi)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, prend acte de la fin du mandat d'administrateur de Monsieur Charles-Henri

Filippi, qui viendra à expiration à l'issue de la présente Assemblée et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Charles-Henri Filippi pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

## Septième résolution

### (Nomination d'un nouvel administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, prend acte de la fin du mandat d'administrateur de Madame Claudie Haigneré, qui viendra à expiration à l'issue de la présente Assemblée et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de nommer comme nouvel administrateur Monsieur Bernard Ramanantsoa pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.



## Résolutions 8 et 9 : Avis consultatif sur les éléments de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de la société

### Objectif

Le code Afep-Medef, auquel la société se réfère, recommande, depuis sa modification en juin 2013, de présenter aux actionnaires, afin que ceux-ci émettent un avis consultatif, un projet de résolution sur les éléments de la rémunération individuelle du Directeur Général, et, le cas échéant, des Directeurs Généraux Délégués.

À ce titre, il est donc proposé aux actionnaires le vote d'une résolution sur la rémunération individuelle de Stéphane Richard, Président-Directeur Général d'Orange (huitième résolution) et d'une résolution sur la rémunération individuelle de Gervais Pellissier, Directeur Général Délégué (neuvième résolution).

La rémunération fixe brute annuelle des deux dirigeants mandataires sociaux n'a pas évolué entre 2014 et 2015. Par ailleurs, la structure de leur part variable annuelle est restée identique à celle de 2014 et repose sur une moyenne pondérée de quatre indicateurs mettant l'accent sur la croissance du Groupe, sa rentabilité, la qualité de service et la performance sociale. Le poids respectifs de ces indicateurs a été adapté pour tenir compte de l'évolution de l'enjeu de la part variable à objectifs atteints.

En 2015, Orange a dépassé ses objectifs financiers et stabilisé l'EBITDA retraité, porté par la forte dynamique commerciale, notamment du très haut débit. La qualité de service et la performance sociale continuent de progresser. Ces bons résultats se traduisent dans la part variable calculée des mandataires sociaux.

La part variable annuelle attribuée par le Conseil d'administration à Stéphane Richard au titre de 2015 est de 540 000 €, soit 60 % de sa rémunération fixe, après avoir pris en compte la décision de Stéphane Richard de renoncer à la rémunération de la surperformance qui aurait conduit à une part variable de 71,34 %. Le montant total de sa rémunération (fixe + variable annuel + avantages en nature) s'établit à 1 445 770 euros.

La part variable annuelle attribuée par le Conseil d'administration à Gervais Pellissier est de 75,8 % de sa rémunération fixe. Sa rémunération (fixe + variable annuel + avantages en nature) s'établit ainsi à 1 073 260 euros.

Les tableaux ci-après reprennent une synthèse de ces éléments de rémunération, sur lesquels il vous est proposé d'émettre un avis favorable.

Montants bruts (en euros)	Montants versés au titre de l'exercice à Stéphane Richard	Montants versés au titre de l'exercice à Gervais Pellissier
Rémunération fixe	900 000	600 000
Rémunération variable	540 000	454 789
Rémunération variable pluriannuelle	0	0
Rémunération exceptionnelle	0	0
Jetons de présence	0 <sup>(1)</sup>	NA <sup>(2)</sup>
Attribution d'options d'actions, d'actions de performance ou d'élément de rémunération de long terme	NA	NA
Indemnités liées à la prise ou à la cessation des fonctions	NA	NA
Régime de retraite supplémentaire	NA	NA
Avantages en nature	5 770	18 471
<b>Total</b>	<b>1 445 770</b>	<b>1 073 260</b>

(1) Stéphane Richard a renoncé à percevoir ses jetons de présence.

(2) Non applicable, Gervais Pellissier n'étant pas administrateur d'Orange.

Une présentation détaillée de la rémunération des mandataires sociaux est donnée à la section 5.3.1 du Document de référence.



## Huitième résolution

(Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 à Monsieur Stéphane Richard, Président-Directeur Général)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à Monsieur Stéphane Richard au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tels que présentés dans la documentation actionnaire et le document de référence de la société.

## Neuvième résolution

(Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 à Monsieur Gervais Pellissier, Directeur Général Délégué)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à Monsieur Gervais Pellissier au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tels que présentés dans la documentation actionnaire et le document de référence de la société.



## Résolution 10 : Rachat par la société de ses propres actions

### Objectif

Cette résolution remplace la précédente autorisation pour Orange SA d'acheter ses propres actions. Elle fixe les conditions d'exercice de ce rachat de titres par le Conseil d'administration pour une période limitée à dix-huit mois à compter de la date de la présente Assemblée :

- dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % du capital social existant au jour de la présente Assemblée ;
- avec un prix maximum d'achat de 24 euros par action (ajustable conformément à la loi en cas d'opérations sur le capital) ;
- pour un montant maximum de 6 357 324 919,20 euros calculé sur la base du capital au 31 décembre 2015 ;
- suivant tout mode d'acquisition ou de transfert, y compris par l'intermédiaire de tout instrument dérivé.

La résolution précise que ces achats d'actions pourront être mis en œuvre pour toute affectation prévue par les textes légaux et réglementaires, sauf en cas d'offre au public.

En 2015, la société n'a pas procédé à des rachats d'actions, hors utilisation du contrat de liquidité. Les actions ainsi détenues par la Société n'ont pas le droit de vote et ne donnent pas droit aux dividendes.

## Dixième résolution

(Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions de la société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration à acheter des actions de la société, dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % du capital social existant au jour de la présente Assemblée, dans les conditions suivantes :

- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 24 euros par action, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions, et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté en conséquence ;
- le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat est fixé à 6 357 324 919,20 euros ;
- les acquisitions réalisées par la société en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas l'amener à détenir, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, plus de 10 % des actions composant le capital social ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés à tout moment, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires. Toutefois, le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés par tous moyens, notamment sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs ou par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré ;

- cette autorisation est valable pour une période de 18 mois.

Ces acquisitions d'actions pourront être effectuées en vue de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

- i. d'honorer des obligations liées :
  - a. aux programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux membres du personnel de la société ou d'entreprises associées et notamment d'allouer des actions aux membres du personnel de la société et des entités de son groupe dans le cadre (i) de la participation aux résultats de l'entreprise, (ii) de tout plan d'achat, d'options d'achat ou d'attribution gratuite d'actions au profit des membres du personnel et mandataires sociaux ou de certains d'entre eux, ou (iii) de toute offre d'acquisition d'actions réservée au personnel du Groupe Orange (en ce compris toute cession d'actions visée à l'article L. 3332-24 du Code du travail), ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations,
  - b. aux valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société (y compris réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de la société liées à ces valeurs mobilières), y compris aux valeurs mobilières souscrites par des membres du personnel ou des anciens membres du personnel de la société et des entités de son groupe ;
- ii. d'assurer la liquidité de l'action de la société par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- iii. de conserver des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- iv. de réduire le capital de la société en application de la douzième résolution soumise à la présente Assemblée générale, sous réserve de son adoption.



L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser les termes et en arrêter les modalités, pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, effectuer toutes formalités, en ce compris

affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités poursuivies, et toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 27 mai 2015 par sa dix-septième résolution.

## Présentation des résolutions à soumettre à l'Assemblée générale à titre extraordinaire



### Résolution 11 : Modification statutaire

#### Objectif

L'article 13 des statuts prévoit que chaque administrateur nommé par l'Assemblée générale doit être propriétaire d'au moins **mille actions** de la société, à l'exclusion de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires. Cette résolution a pour objet d'étendre cette exception aux administrateurs nommés par l'Assemblée générale sur proposition de l'État, afin de mettre nos statuts en cohérence avec l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014. Cette ordonnance prévoit en effet que les dispositions statutaires imposant que chaque administrateur soit propriétaire d'un nombre d'actions de la société ne sont pas applicables aux administrateurs nommés sur proposition de l'État.

## Onzième résolution

**(Mise en cohérence de l'article 13 des statuts avec l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014, nombre d'actions minimum que doit détenir chaque administrateur nommé par l'Assemblée générale)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier le point 8 de l'article 13 des statuts (Conseil d'administration) afin de le mettre en cohérence avec l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 (article 6, VI.) qui prévoit que le nombre d'actions minimum que doit détenir chaque administrateur nommé

par l'Assemblée générale en vertu des statuts n'est pas applicable aux administrateurs nommés par l'Assemblée générale sur proposition de l'État.

En conséquence, le point 8 de l'article 13 des statuts est modifié comme suit :

« 8. Chaque administrateur nommé par l'Assemblée générale (à l'exclusion des administrateurs représentant les membres du personnel actionnaires ou nommés sur proposition de l'État) doit être propriétaire d'au moins mille actions de la société. ».

Le reste de l'article 13 demeure inchangé.



### Résolution 12 : Réduction du capital par annulation d'actions

#### Objectif

Le Conseil d'administration vous propose de l'autoriser, pendant une période de **18 mois** à compter de cette Assemblée, à annuler tout ou partie des actions Orange qui auraient été acquises, soit dans le cadre du programme de rachat d'actions qui fait l'objet de la dixième résolution soumise à votre Assemblée, soit dans le cadre de programmes de rachat d'actions antérieurs ou postérieurs à votre Assemblée, et, en conséquence, de réduire le capital.

Les actions ne peuvent être, selon la loi, annulées que dans la limite de 10 % du capital de la société par période de 24 mois.

## Douzième résolution

**(Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

- délègue, pour une durée de 18 mois, au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de procéder à l'annulation, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital de la société, par périodes de 24 mois, de tout ou partie des actions de la société acquises dans le cadre des programmes d'achat d'actions autorisés, par la dixième résolution soumise à la présente Assemblée ou

encore de programmes d'achat d'actions autorisés antérieurement ou postérieurement à la date de la présente Assemblée,

- décide que l'excédent du prix d'achat des actions sur leur valeur nominale sera imputé sur le poste « Primes d'émission » ou sur tout poste de réserves disponibles, y compris la réserve légale, celle-ci dans la limite de 10 % de la réduction de capital réalisée,
- délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de délégation dans les conditions légales, pour procéder à la réduction de capital résultant de l'annulation des actions et à l'imputation précitée, ainsi que pour modifier en conséquence les statuts.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 27 mai 2015 par sa vingt-huitième résolution.



## Résolution 13 : Pouvoirs pour formalités

### Objectif

Il est proposé très classiquement à l'Assemblée générale de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale en vue de l'accomplissement de toutes les formalités et dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur en matière d'Assemblée générale.

## Treizième résolution

### (Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée

en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

## Résolutions proposées par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise Cap'Orange, non agréées par le Conseil d'administration

### À titre ordinaire

#### Résolution A

**Amendement à la troisième résolution - Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tel que ressortant des comptes annuels.**

« *Compte tenu des résultats de la Société qui ne devraient pas être destinés au seul paiement d'un dividende aux actionnaires et afin de préserver ses marges de manœuvre en termes d'investissements, il est proposé de réduire le montant du dividende décidé par le Conseil d'administration dans la troisième résolution* ».

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- (i) constate que compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 4 506 330 886,98 euros et du report à nouveau créditeur de 2 349 857 149,22 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé au (iii) ci-après), le bénéfice distribuable s'élève à 6 856 188 036,20 euros ;
- (ii) décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 0,50 euro par action et d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste « Report à nouveau » ;
- (iii) prend acte que, compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 0,20 euro par action mis en paiement le 9 décembre 2015, le solde du dividende à distribuer s'élève à 0,30 euro par action.

Le reste de la troisième résolution demeure inchangé.

#### Résolution B

**Autorisation au Conseil d'administration à l'effet, en cas de décision de verser un acompte sur dividende, de proposer aux actionnaires une option entre le paiement en numéraire ou en actions pour la totalité de cet acompte.**

« L'alinéa 3 de l'article 26 des statuts ayant été modifié par l'Assemblée générale mixte du 27 mai 2015, il est désormais possible au Conseil d'administration de proposer aux actionnaires, pour tout ou partie des acomptes sur dividende mis en distribution, une option entre le paiement en numéraire ou en actions, dans les conditions légales, à condition d'avoir été autorisé par l'Assemblée ».

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil, s'il décide, en application de l'alinéa 3 de l'article 26 des statuts, de verser un acompte sur dividende de l'exercice clos le 31 décembre 2016 avant l'assemblée qui statuera sur les comptes dudit exercice, à proposer aux actionnaires une option pour le paiement de cet acompte en actions Orange à hauteur de la totalité de l'acompte, selon les modalités décrites ci-après.

Le prix d'émission des actions Orange remises en paiement sera égal à 90 % du montant résultant du calcul de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché Euronext Paris aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration, diminuée du montant de l'acompte, le Conseil d'administration ayant la faculté d'arrondir au centime d'euro supérieur le montant ainsi obtenu.

La conversion du dividende en actions à partir du prix d'émission ainsi déterminé se fera sur une base nette, c'est-à-dire après réduction, le cas échéant, du montant de l'acompte du prélèvement forfaitaire non libératoire et/ou des prélèvements sociaux et contributions additionnelles (pour des actionnaires fiscalement domiciliés en France) ou de la retenue à la source à un taux déterminé selon le pays de domiciliation fiscale de l'actionnaire (pour des actionnaires fiscalement non domiciliés en France).

Si le montant des acomptes sur dividende pour lesquels est exercée l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire recevra le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soule en espèces.

Les actions remises en paiement porteront jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Il est conféré tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour fixer la période d'exercice de l'option, la date de paiement de l'acompte et plus généralement assurer la mise en œuvre du paiement de l'acompte en actions, constater l'augmentation de capital qui résulterait de la présente décision, de procéder à la modification corrélative des statuts et de procéder à toutes formalités y relatives.

Il est également précisé que le solde du dividende à distribuer, que celui-ci soit payé en numéraire ou en actions, est éligible à hauteur du montant brut perçu à l'abattement de 40 % (prévu au 2<sup>o</sup> du 3 de l'article 158 du Code général des impôts), bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

## À titre extraordinaire

### Résolution C

#### Modification de l'article 13 des statuts sur le cumul des mandats.

« Cette résolution propose de modifier l'article 13 des statuts (Conseil d'administration) afin de fixer un nombre maximum de mandats que les administrateurs d'Orange peuvent accepter pour exercer les fonctions d'administrateur de la Société. »

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 13 des statuts (Conseil d'administration) afin de fixer un nombre maximum de mandats que les administrateurs de la Société peuvent accepter pour exercer les fonctions d'administrateur de la Société.

En conséquence, il est ajouté le point 12 à l'article 13 des statuts comme suit :

« 12. Chaque administrateur, personne physique nommé par l'Assemblée générale, ne peut exercer simultanément plus de deux autres mandats d'administrateur ou de membre de Conseil de surveillance de sociétés ayant leur siège social sur le territoire français et dont les titres de capital sont admis aux négociations sur un marché réglementé. »

*Pour l'application des dispositions du premier alinéa, ne sont pas pris en compte les mandats d'administrateur ou de membre de Conseil de surveillance exercés par la personne considérée dans les sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.*

*Toute personne physique qui se trouve en infraction avec les dispositions des deux alinéas précédents doit se mettre en conformité avec lesdites dispositions dans les trois mois de sa nomination. À l'expiration de ce délai, elle est réputée s'être démise de son mandat d'administrateur de la Société, sans que soit, de ce fait, remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part (avant ou après l'expiration dudit délai). »*

#### Point inscrit à l'ordre du jour à la demande du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Cap'Orange, sans vote : Gouvernance du fonds d'épargne salariale Orange Actions

Au sein du Plan d'épargne Groupe d'Orange, les Fonds Communs de Placement d'Entreprise Orange Actions et Cap'Orange détiennent à eux deux, au 3 avril 2016, 4,50 % du capital (respectivement 3,91 % et 0,59 %) et 7,11 % des droits de vote de la Société (respectivement 6,60 % et 0,51 %).

Ces deux fonds, dont l'actif est composé principalement d'actions Orange, relèvent de la même réglementation : la Directive européenne 2007/36 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées, que la France aurait dû transposer en droit français depuis 2009, éclairée par les recommandations de l'AMF dans son « Rapport sur l'épargne salariale et l'actionnariat salarié » de février 2011 lesquelles concernent en particulier la gouvernance des fonds d'actionnariat salarié afin d'y prévenir les conflits d'intérêts.

Si le fonds Cap'Orange, constitué à 75 % de représentants des salariés et de membres élus par les porteurs de parts, dispose d'une gouvernance conforme à la réglementation européenne, le Conseil de surveillance du fonds historique Orange Actions est toujours constitué à parts égales de représentants de la Direction et de représentants du personnel actionnaires, ce qui ne permet pas de prévenir des conflits d'intérêts.

De ce fait, la gouvernance du fonds Orange Actions, qui rassemble l'essentiel du capital d'Orange détenu par les membres du personnel actionnaires, est entravée.

En prenant part aux votes, les représentants de la Direction ont, à plusieurs reprises, neutralisé l'expression des salariés. Cela entrave le vote, la capacité à inscrire des points et les projets de résolutions que le fonds Orange Actions peut soumettre, conformément à la loi, au vote de l'Assemblée générale des actionnaires. En 2015, cette entrave a abouti à un vote du fonds Orange Actions contraire non seulement à la volonté du personnel actionnaires mais aussi du Conseil d'administration, l'une des résolutions rejetées par ce fonds, du fait du vote de la Direction, ayant finalement été agréée par le Conseil d'administration et approuvée par l'Assemblée générale des actionnaires d'Orange.

Les représentants du personnel actionnaires d'Orange demandent donc la mise à l'ordre du jour d'une modification de la gouvernance du fonds Orange Actions qui mette fin à tout conflit d'intérêts, en garantissant la majorité absolue des représentants du personnel actionnaire au sein du Conseil de surveillance de ce fonds suivant les mêmes modalités que pour le fonds Cap'Orange.

## Synthèse des autorisations financières

### Plafond des autorisations financières approuvées par l'Assemblée générale du 27 mai 2015 et encore en vigueur

Nature des autorisations	Résolution	Plafond (en euros)	Utilisation	Date d'échéance
Émission d'actions avec maintien du DPS	19 <sup>e</sup> résolution	2 milliards	-	26 juillet 2017
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	26 <sup>e</sup> résolution	2 milliards	-	26 juillet 2017
Augmentation de capital réservée aux adhérents de plans d'épargne	27 <sup>e</sup> résolution	200 millions	-	26 juillet 2017
Réduction de capital par annulation d'actions	28 <sup>e</sup> résolution	1 059 554 153 (10 % du capital)	-	26 novembre 2016

### Plafond des autorisations financières qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée générale du 7 juin 2016

Nature de l'autorisation	Résolution	Plafond (en euros)	Durée	Date d'expiration
Réduction de capital par annulation d'actions	12 <sup>e</sup> résolution	1 059 554 153 (10 % du capital)	18 mois	6 décembre 2017

Le récapitulatif complet des délégations et autorisations encore en vigueur accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration, ainsi que leur utilisation sur l'exercice, figure dans le Document de référence de la société (annexe du chapitre 6), accessible sur le site Internet dédié à l'Assemblée générale d'Orange : [www.orange.com/ag2016](http://www.orange.com/ag2016).

## Assemblée générale mixte d'Orange du mardi 7 juin 2016

## Demande d'envoi de documents



Afin de participer activement à l'objectif environnemental que s'est fixé la société, nous vous invitons à utiliser en priorité les moyens d'information électroniques.

Pour recevoir la documentation relative à l'Assemblée générale ainsi que le webzine, magazine électronique d'information périodique des actionnaires d'Orange par Internet, vous devez retourner ce document, dûment complété, à :

**Orange – Service des Assemblées BP 1010 - 75721 Paris Cedex 15**

Ces documents sont également disponibles sur le site **[www.orange.com/ag2016](http://www.orange.com/ag2016)**

En outre, les titulaires d'actions nominatives peuvent, conformément à l'article R. 225-88 du Code de commerce, obtenir de la société, par une demande unique, l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 à l'occasion de chacune des Assemblées d'actionnaires ultérieures. Nota bene : le document de référence de la société inclus dans cette documentation excède 350 pages.

**Merci de cocher les cases correspondantes à vos demandes ainsi que l'adresse d'envoi des documents :**

- ☐ en application des dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, je demande à la société Orange de me faire parvenir l'ensemble des documents et renseignements concernant l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2016, tels qu'ils sont énumérés à l'article R. 225-83 dudit Code.
- ☐ en qualité de **propriétaire d'actions nominatives**, je demande également qu'un formulaire de pouvoir et les documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce me soient adressés à l'occasion de chacune des Assemblées d'actionnaires ultérieures :
  - ☐ soit par voie électronique à l'adresse suivante : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_
  - ☐ soit par courrier à l'adresse mentionnée ci-après.

☐ **les propriétaires d'actions au porteur** doivent justifier de leur qualité. À cette fin :

je déclare que mes actions sont inscrites sur un compte tenu par :

Nom et adresse de votre intermédiaire financier : \_\_\_\_\_

intermédiaire habilité,

et que l'attestation de participation délivrée par cet intermédiaire, constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'Assemblée, a été déposée chez BNP Paribas Securities Services, dépositaire désigné dans l'avis de convocation (articles R. 225-85 et R. 225-88 du Code de commerce).

Coordonnées de l'actionnaire (à compléter, quel que soit le mode d'envoi retenu) :

M./Mme

Nom, Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

**Signature de l'actionnaire**




# Vous informer

Vous souhaitez vous renseigner  
sur l'Assemblée générale mixte d'Orange  
du 7 juin 2016 :

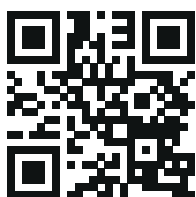
 **sur Internet** : [www.orange.com/ag2016](http://www.orange.com/ag2016)

 **par e-mail** : [orange@relations-actionnaires.com](mailto:orange@relations-actionnaires.com)

 **par téléphone** : **0 800 05 10 10** Service & appel gratuits  
de 9 h 00 à 18 h 00, du lundi au vendredi,  
ou +33 1 60 95 87 24 hors France

 **par courrier** : Orange  
BP 1010 – 75721 Paris Cedex 15

 **suivez le livetweet** **#AGORANGE2016**



Retrouvez toute l'information sur l'Assemblée générale,  
la **e-convocation** et le **e-vote** sur :  
[www.orange.com/ag2016](http://www.orange.com/ag2016)

## Orange

Direction des Relations Actionnaires  
BP 1010 – 75721 Paris Cedex 15

SA au capital de 10 595 541 532 euros – RCS Paris 380 129 866